

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 4

Artikel: La politique de sécurité russe au risque du funambulisme stratégique
Autor: Henrotin, Joseph
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781160>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

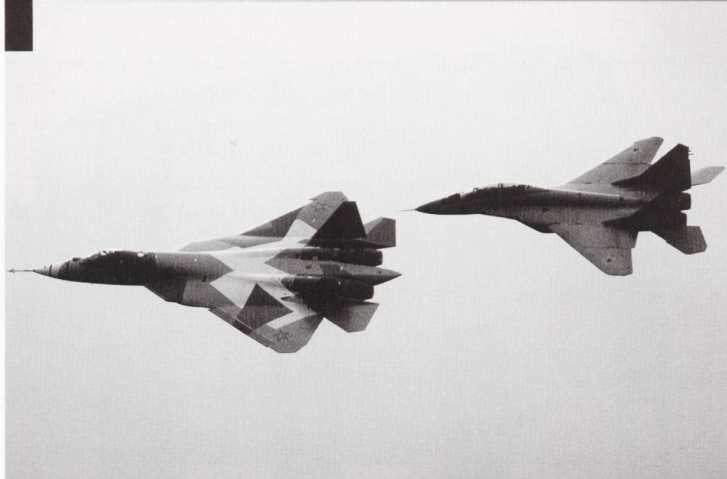
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le PAK FA ou T-50 est la réponse de Sukhoi aux chasseurs américains de 5^e génération F-22 et F-35. Il est suivi ici d'un MiG-29UB. Pages suivantes : Le système de défense sol-air S300 et le BMPT, sur châssis de T-80 et destiné à mener le combat en zone urbaine.

Russie

La politique de sécurité russe au risque du funambulisme stratégique

Joseph Henrotin

Docteur en sciences politiques, chargé de recherche au Centre d'Analyse et de Prévision des Risques Internationaux (CAPRI) et à l'Institut de Stratégie et des Conflits (ISC), rédacteur en chef, *Défense & Sécurité Internationale* (DSI)

L'évolution de la politique de sécurité russe, ces dix dernières années, peut laisser sceptique. D'un côté, Moscou s'est engagé dans une stratégie déclaratoire polymorphe que certains ont pu juger agressive. La multiplication des vols de bombardiers; les manœuvres aériennes et navales avec le Venezuela; les déploiements en Méditerranée et l'installation d'une base navale à Tartous (Syrie); l'accroissement des exercices navals avec la Chine; la logorrhée de communiqués de presse portant sur la modernisation des capacités nucléaires et conventionnelles et la publication d'une nouvelle doctrine en matière nucléaire en 2010 n'en sont que quelques aspects. *Last but not least*, après la guerre de Géorgie, l'annexion de la Crimée, sur fond de sape de l'Ukraine orientale, semble confirmer l'hypothèse d'un « retour russe » sur la scène stratégique, mais ce dernier reste à confirmer.

En effet, d'un autre côté, la Russie a dû faire face à la puissante inertie induite par la déliquescence généralisée de ses forces, héritées de l'URSS et que les années Eltsine n'ont pas permis de maintenir à niveau, quel que soit le domaine considéré; les priorités étant alors ailleurs. Aussi, l'ours russe s'est-il condamné à la gesticulation déclaratoire, mâtiné de quelques opérations limitées, afin de chercher à cacher le déclin de sa puissance? Cette explication n'est, là aussi, que partielle et manque de considérer les réels efforts faits en matière de modernisation des forces. Moscou est, de fait, engagé dans un jeu bien plus délicat qu'il n'y paraît et dont les déterminants sont complexes. Plus que de « moderniser » les forces, il s'agit de les reconstruire mais ce processus ne peut se faire *ex nihilo*: des contraintes systémiques sont présentes et orienteront, à n'en pas douter, l'avenir du système russe.

Les déterminants

Les cultures politique et stratégique russes sont historiquement marquées par un syndrome

d'encerclement, où l'adversaire est toujours susceptible de porter atteinte à la sécurité de Moscou. Avec la chute de l'URSS, c'est tout un processus de reconfiguration de l'identité russe qui s'est engagé, sans d'ailleurs que les fondamentaux de la culture stratégique russe n'en soient altérés. Les manifestations de ces reconfigurations sont complexes et nombreuses, mais elles touchent directement à les perceptions de la notion « d'étranger » mais aussi d'adversaire. Ce dernier prend des formes multiples. Il peut s'agir d'une alliance militaire – ce qui explique la fixation russe sur l'OTAN, citée comme la première des menaces extérieures – ou encore d'un adversaire insidieux, intérieur, et dont le pouvoir peut jouer pour renforcer son emprise à travers la carte d'un nationalisme que l'on pourrait qualifier de « russe blanc. » C'est typiquement le cas à l'égard de Caucasiens ou d'habitants des républiques russes d'Asie centrale, clairement considérés comme des citoyens de deuxième zone et dont certains présentent, de plus, un profil religieux suspect: être musulman dans un pays où l'orthodoxie a pris une place centrale dans la politique nationale fait de vous un terroriste potentiel. *De facto*, les années 1990 et 2000 ont été marquées par des attentats jusque dans Moscou, légitimant ainsi aux yeux des Russes la nécessité d'un pouvoir fort, et nourrissant d'autant plus le syndrome d'encerclement.

Au plan cette fois de la politique à l'égard de l'étranger proche, des lignes de continuité sont bien visibles au long de l'histoire de ces vingt dernières années. La focalisation sur l'OTAN perçue comme une menace – n'a-t-elle pas intégré trois anciennes républiques soviétiques? – et dont il faut se protéger, y compris par des actions déclaratoires, en fait partie. Au-delà, la Russie, qui a entamé un processus de repli à ses frontières en 1991, durcit ses positions quant aux relations entretenues tantôt avec les « républiques rebelles » du Caucase, tantôt avec les États nés après la dissolution de l'URSS. La logique semble ici simple: soit ils intègrent, d'eux-mêmes la zone d'influence russe, jusqu'à connaître un certain degré d'intégration dans les structures militaires (Biélorussie) et économique, soit ils

deviennent susceptibles d'action d'influence. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer la politique de « russianisation » telle qu'elle a été menée en Ukraine ou dans le Caucase, voyant la distribution de milliers de passeports et qui joue – notamment et pas uniquement – un rôle de cheval de Troie, sapant des cohésions nationales d'emblée peu assurées de par la jeunesse même des Etats post-soviétiques. Toute population « menacée » est ainsi, au gré des opportunités politiques, susceptible de recevoir la protection de Moscou, suivant un spectre opérationnel large, de la remontrance diplomatique jusqu'à l'annexion.

Au-delà de ces jeux de perception, il s'agit également de reconstituer le « glacis défensif » auquel a toujours aspiré la puissance russe et où l'espace géographique est synonyme de sécurité. Cette nouvelle configuration de la politique de sécurité russe impose une évolution de ses instruments. Mais toutes les vellétés de réforme des forces armées, dans les années 1990, ont échoué. Depuis le début des années 2000, toutefois, les budgets ont été régulièrement augmentés, de nouveaux projets étant lancés. En 2008, le ministre de la Défense de l'époque, A. Serdyukov, lance une réforme en profondeur, qui ne se contente pas, comme les autres, de toucher les unités opérationnelles pour les réorganiser. Au contraire, elle implique une refondation de la structure des effectifs, de se départir de milliers d'officiers, de réorganiser les états-majors (réduction de plus de 50 % de leurs effectifs) et l'enseignement militaire – non sans opposition, parfois tonitruante, d'une corporation qui contemple son influence passée. En pratique, le Kremlin récupérera ensuite la confiance de l'armée en congédiant Serdyukov, en novembre 2012, pour le remplacer par Sergei Choïgou.

La « réforme Serdyukov » et sa poursuite

La réforme cherche à s'aligner sur le modèle américain/occidental d'une force professionnalisée centrée sur la haute technologie. Ainsi, si le nombre d'unités des forces terrestres passe de 1890 à 172, les forces aériennes, parachutistes, navales, spatiales et stratégiques sont, comparativement, moins touchées. Le choix des nouveaux équipements montre également une focalisation sur les systèmes de haute technologie, dans la foulée des leçons tirées de la guerre de Géorgie. En 2009, 11 satellites ont ainsi été commandés afin de palier aux déficits criants qui avaient été constatés. Dans le domaine des armements conventionnels, les achats effectués ont d'abord été peu nombreux, ne semblant pas cohérents au regard de la masse de communiqués de presse, souvent contradictoires, rendus publics par Moscou. A partir de 2012, le rythme des commandes effectivement passées, tout comme leur amplitude, s'est accru. *In fine*, le plan d'achat d'équipements russes jusqu'en 2020 – date-butoir du processus – a une valeur de 600 milliards d'euros.

Pratiquement, les matériels commandés sont, presque toujours, des évolutions de systèmes d'origine soviétique. La réforme annonce l'acquisition d'appareils de combat et de systèmes de missiles avancés (Su-34 et futur T-50, S-400 et futur S-500), mais le retard à combler est considérable: de 1993 à 2003, la force aérienne n'a

reçu aucun nouvel appareil. De 2004 à 2009, elle en a reçu trois, un chiffre qui a à peine évolué entre 2009 et 2011. Depuis lors, seules quelques dizaines de machines sont livrées annuellement, le T-50 PAK-FA, appareil de supériorité aérienne devant remplacer les Su-27 étant annoncé, d'une manière optimiste, pour une entrée en service en 2018. Plus largement, nombre d'acquisitions restent totalement improbables, du fait des carences de l'industrie de défense. Les plans de la marine sont tout aussi grandioses qu'irréalisables: après avoir indiqué que Moscou disposerait de six groupes aéronavals dotés de leur porte-avions pour 2020, l'amirauté a *in fine* estimé que ce serait le cas seulement vers 2050 ou 2060. Plus concrètement, la modernisation navale passe prioritairement par des corvettes, des frégates et des destroyers, le secteur des sous-marins d'attaque bénéficiant d'un peu plus d'attention, en trainant toutefois l'héritage soviétique: le *Severodvinsk*, premier d'un nouveau type de bâtiment à propulsion nucléaire, a été mis sur cale en 1993 pour entrer en service en décembre 2013, ses *sister-ships* devant entrer en service en 2015 et 2017. Dans le domaine des sous-marins à propulsion conventionnelle, les *Lada* se sont avérés des échecs, quelques Kilos étant achetés neufs.

Dans le domaine terrestre, si l'entretien/maintien en condition opérationnel des capacités semble s'être amélioré, c'est souvent par la cannibalisation de matériels disponibles par ailleurs. La plupart des matériels neufs sont, de fait, destinés au soutien mais aussi aux commandement/contrôle, domaine où la Russie est particulièrement en retard. L'inclination donnée à la modernisation, cependant, ne doit pas tromper. Dans l'optique de la constitution de forces plus mobiles et présentant de meilleures performances, les aspects liés à la logistique, au renseignement et aux transmissions sont absolument cruciaux et ce sont précisément ceux qui bénéficient actuellement de l'attention de Moscou. Peu de commandes concernent, en effet, des chars de bataille, des véhicules de combat d'infanterie ou des matériels d'artillerie. L'exception est constituée par les hélicoptères de combat.

Plus largement, les limites de l'aptitude au combat des forces russes ont été démontrées en 2008 en Géorgie mais aussi plus récemment. En mars 2013, des exercices-surprise de mobilisation au niveau des districts militaires, les premiers conduits à cette échelle depuis vingt ans, ont montré de graves déficits, y compris au sein d'unités telles que les VDV (parachutistes), théoriquement les plus aptes à la mobilisation. La plupart des unités testées dans les districts centre et sud avaient ainsi été classées comme « C » (le plus haut stade de préparation étant « A » et le plus faible, « D »). La préparation des techniciens a été considérée comme totalement insuffisante et les tirs effectués par l'artillerie, la cavalerie et les véhicules de combat d'infanterie ont été notés comme très imprécis. En août de la même année, dans le district de l'Extrême-Orient, l'état-major n'avait pas hésité à indiquer que 160 000 hommes avaient été mobilisés mais seules trois brigades avaient effectivement été engagées dans des exercices. Par ailleurs, le district centre a à nouveau été

testé, de même que le district ouest, en janvier-février 2014, permettant aux forces de mobiliser 40 000 hommes à la frontière avec l'Ukraine.

Dans le domaine stratégique, pourtant prioritaire, les échecs à répétition du SS-N-30 *Bulava*, nouveau missile stratégique lancé d'un sous-marin, s'ajoutent au faible nombre de nouveaux missiles *Topol-M* entrés en service, obligeant au maintien en service de missiles plus anciens. Au final, si le programme de sous-marin lanceur de missiles stratégiques *Boreï* progresse bien – huit unités sont envisagées à terme – ils ne sont pour l'heure pas armés. Certes, l'ICBM Yars entre en service mais à un rythme peu soutenu. Le programme de futur bombardier PAK-DA, destiné au remplacement des Tu-22M3 et des Tu-160, semble quant à lui prendre du retard. Ces carences ont imposé à la Russie le dernier traité START : face aux obsolescences, la négociation d'une réduction des forces est politiquement préférable à la constatation d'une perte de capacités. Encore faut-il ajouter qu'en plus des problèmes budgétaires et industriels s'ajoute la corruption, les détournements et les fraudes : plus de 20 % des budgets militaires annuels seraient détournés selon le Parquet militaire.

La Russie dans les prochaines années

D'un point de vue doctrinal, la nouvelle doctrine militaire, qui couvre la décennie, semble laisser moins de place aux options nucléaires que les précédentes. Reste, cependant, que la doctrine nucléaire elle-même

reste classifiée et a déjà suscité nombre de commentaires, notamment à la suite de l'interview d'un responsable russe fin 2009. Nicolaï Patrushev, le secrétaire du Conseil de sécurité, arguait de la possibilité de mener des frappes préemptives, voire préventives y compris en cas de menace d'ordre conventionnelle dans des conflits qualifiés de « locaux ». Pratiquement toutefois, la conception de frappes préventives semble avoir été abandonnée et la position adoptée est finalement plus raisonnable. Il s'agit « d'utiliser des armes nucléaires en réponse à l'usage d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive (...) et dans le cas d'une agression (...) avec des armes conventionnelles qui mettrait en péril l'existence de l'État ». De facto, la question de la réponse nucléaire à une agression conventionnelle n'est pas neuve, renvoyant à la posture adoptée dans les années 1990. En ce sens, le nucléaire reste perçu comme le « bouclier » permettant de continuer à préserver la Russie en attendant la reconstitution des forces classiques.

Reste, cependant, que les relations entre la Russie et les pays membres de l'OTAN sont affectées par les derniers développements militaires – sans encore compter la question des antimissiles otaniens – et que l'incompréhension domine les relations entre Moscou et Washington. De quoi faire des dix prochaines années un véritable test pour la capacité de Moscou à mettre en œuvre une stratégie consolidant sa position mais préparant aussi sa posture future. Or les défis en la matière sont nombreux. Moscou se pose en leader d'une improbable alliance eurasiatique qui consacrerait sa position dominante sur

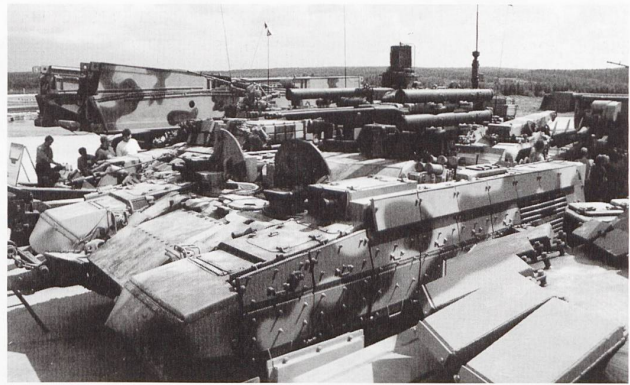


le Heartland – soit, en géopolitique classique, la position dominante sur le monde. Mais les faits ne suivent pas les intentions. Si l'activisme diplomatique à l'égard de l'Asie est important, les forces russes qui y sont opérationnelles s'y raréfient. Dans le même temps, Moscou perçoit effectivement la montée en puissance d'un certain nombre d'acteurs, à commencer par la Chine. Pour l'heure, sa « neutralisation » – les passes d'armes entre les deux pays sont essentiellement commerciales – passe par les enceintes diplomatiques et l'OCS.

A terme, l'analyse peut être plus pessimiste, laissant ouverte la possibilité d'une « colonisation douce » de la part de Chinois venant s'installer dans la riche Sibérie. C'est peut être dans ce cadre qu'il faut comprendre un double mouvement à l'œuvre depuis quelques années et qui pourrait permettre à Moscou de mitiger l'instabilité des zones à sa périphérie :

- d'une part, l'investissement de la zone Arctique, autant pour limiter l'influence des Etats-Unis et du Canada que pour se donner une profondeur stratégique et avoir accès à des ressources potentiellement immenses ;
- d'autre part, la recherche d'une modernisation de la marine, permettant de contrôler la ligne de communication mer Noire-canal de Suez-océan Indien-Extrême orient et offrant ainsi une forme de « contre-encerclement naval ». Ce dernier reste toutefois très théorique : cette stratégie hémisphérique se heurte à la faiblesse des moyens. En dépit de l'annexion de la Crimée, elle se heurte également au faible nombre de points d'appuis. Au-delà d'une Syrie en guerre, le Yémen (Socotra) est régulièrement évoqué dans les déclarations mais ce déploiement n'est politiquement appuyé que d'une façon timorée.

Ces évolutions vers une stratégie eurasiatique sont toutefois fragiles. La montée en puissance asiatique et le maintien global de la puissance américaine limiteront les effets des investissements géostratégiques russes. Du test d'intentions que constituaient également les opérations en Crimée, la Russie a compris que l'OTAN conservait une valeur militaire. Paradoxalement, l'affaire de Crimée va contribuer à mitiger le « pivotement » vers l'Asie des forces américaines et ne va donc pas faciliter une réduction de la pression militaire sur la façade occidentale russe. Pour autant, Moscou dispose également d'une réelle liberté de manœuvre en s'étant impliquée dans de nouvelles formes de puissance. C'est, au premier chef, le cas de la diplomatie énergétique du Kremlin. Après avoir pris le contrôle, par hommes de confiance interposés, des systèmes de production et de distribution de gaz, Moscou s'est dotée d'une véritable arme diplomatique dont le poids en Europe est loin d'être négligeable au vu de la dépendance de certains Etats. Deuxièmement, la Russie a su intelligemment faire usage de ses cyber-ressources, en ne revendiquant jamais les attaques qu'elle a pu commanditer – notamment sur l'Estonie, en 2007 – tout en faisant comprendre qu'elle est en position de force. Elle bénéficie d'un important effet de levier, peu coûteux, sur des économies européennes ou asiatiques dont les réseaux sont devenus à la fois la colonne vertébrale, le cerveau et le système nerveux. Les



services russes ont conceptualisé la cyberguerre assez tôt, mêlant aspects civils et militaires et pouvant être utilisée très agressivement.

Troisièmement, les services de renseignement russes restent actifs. Le FSB, héritier direct du KGB peut légalement effectuer, depuis 2006, des assassinats ciblés. Le SVR est particulièrement offensif, y compris à l'étranger. Le GRU, service de renseignement militaire et principal service de renseignement extérieur. Dans les trois cas de figure, leur liberté de manœuvre est importante, ils s'adaptent rapidement, leur degré de corruption est moindre que celui des forces armées et leur loyauté politique est forte. Tout cela ne constitue cependant qu'une stratégie de compensation face à une réduction de l'assiette stratégique russe : chacune de ces options a ses forces et ses faiblesses propres. Mais c'est aussi de Russie qu'est issu un concept de « corrélation des forces » permettant de montrer, au plan stratégique, la synergie vers laquelle doit tendre l'ensemble des organisations participant à la sécurité de l'Etat. Au demeurant, cette dernière est traditionnellement un sujet politiquement prioritaire et qui fait l'objet d'une attention particulière de la part des dirigeants successifs du Kremlin, Eltsine compris. En ce sens, en dépit du choc systémique induit par la disparition de l'URSS en 1991, le « funambulisme stratégique » de Moscou a payé.

Dans pareil cadre, la Russie va probablement chercher à conserver un activisme international important, tout en poursuivant la reconstruction de ses forces, en étant toutefois dans une position paradoxale à nos yeux ouest-européens. En effet, ce ne sont pas tant les capacités budgétaires qui manquent à Moscou que les capacités industrielles et militaires *stricto sensu*, avec deux conséquences. D'une part, les déficits industriels vont nourrir une stratégie des moyens de plus en plus orientée vers la coopération internationale, que ce soit dans des domaines à faible valeur ajoutée (navires, blindés légers) comme ceux à forte valeur ajoutée (drones, systèmes de communication). D'autre part, la récupération de savoirs-faires militaires perdus parfois depuis plus de vingt ans, en particulier au-delà du niveau bataillon, ne peut que passer par la multiplication d'exercices de grande envergure. Si ces derniers ont un coût (qui pourrait limiter partiellement l'ampleur de la modernisation capacitaire), nul doute que le Kremlin saura également en tirer partie en termes de stratégie déclaratoire.

J. H.